

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 17 mai 2021

CDDG(2021)12

**COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE
(CDDG)**

RAPPORT DE LA 13^e REUNION PLENIERE

15-16 avril 2021, par visioconférence

Note du Secrétariat
établie par la
Direction générale de la démocratie
Division de la gouvernance démocratique

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

La réunion est ouverte sous la présidence de M. Markku Mölläri (Finlande). Il souhaite la bienvenue aux membres et aux autres participants. La liste des participants figure à l'annexe I. Le Comité adopte son ordre du jour tel qu'il figure à l'annexe II.

2. Information sur les activités et développements récents

Le Comité assiste à une déclaration du Président, dans laquelle il souligne, entre autres, l'impact du manque de contacts personnels causé par les réunions en ligne, l'importance des sujets à débattre lors de cette réunion et la nécessité d'une participation active. Il donne un aperçu des discussions tenues lors de la dernière réunion du Bureau dans sa nouvelle composition et renvoie au document [CDDG-Bu\(2021\)10](#) pour plus de détails.

Echange de vues avec Mme Claudia Luciani, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance

Mme Luciani informe le Comité que d'autres entités du Conseil de l'Europe ressentent de l'insatisfaction à ne pas pouvoir tenir de réunions en présentiel et elle encourage les membres du CDDG et les participants, malgré cela, à prendre la parole. Elle se réjouit de voir que le CDDG traite une variété et une complexité croissantes de sujets qui requièrent un large éventail de contributions et d'expertise.

Faisant référence à la récente introduction d'une planification quadriennale des activités par la Secrétaire Générale, Mme Luciani reconnaît la difficulté d'un tel exercice et souligne l'importance de fixer des priorités avec des résultats précis et pertinents. En ce qui concerne plus particulièrement les travaux du Comité sur les nouvelles technologies, le CDDG doit à la fois maintenir une bonne coopération horizontale, par exemple avec le Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI), et être en mesure de traiter lui-même de ces sujets compte tenu de leur impact potentiel et spécifique sur les méthodes de travail des institutions publiques et, en définitive, sur la gouvernance démocratique. Elle rappelle l'importance du partage de connaissances et d'expériences sur le terrain, notamment à travers une coopération étroite avec le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance, le Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELoGE), le Service de réponse rapide et d'autres activités. En ce qui concerne le Centre en particulier, Mme Luciani informe le Comité des négociations en cours avec les donateurs et des possibilités de financement.

Information par le Secrétariat

Le Secrétariat présente l'ordre du jour et renvoie les membres et les participants aux documents de travail disponibles sur la page web de la 13e réunion et sur la plateforme KUDO. L'importance de la participation active de tous les participants est réitérée.

Le CDDG prend note des informations ci-dessus et de l'ordre du jour.

3. Etat de la mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat 2020-2021

Le Secrétariat présente l'état de mise en œuvre des activités au regard du mandat pour 2020-2021, tel que décrit dans le document [CDDG\(2021\)1](#). En ce qui concerne les tâches générales, il convient de souligner le succès du Service de réponse rapide, les travaux sur les relations entre technologie et démocratie, le renforcement des interactions avec le Centre d'expertise et la capacité du Comité à s'affirmer sur le thème de la gouvernance démocratique, notamment à travers les travaux liés à la Covid-19. En ce qui concerne les tâches spécifiques, les travaux en cours permettront au Comité de réaliser la première tâche spécifique lors de cette réunion, et les deuxième et troisième lors de sa 14e réunion. Il est également important pour le Comité de donner plus de visibilité à ses travaux antérieurs tels que la Recommandation du Comité des Ministres sur les lignes directrices en matière d'éthique publique, par exemple par le biais de la diffusion et de la traduction dans différentes langues nationales.

Le Secrétariat présente un projet de plan de travail révisé pour 2021 (document [CDDG\(2021\)2](#)), qui prévoit une réunion supplémentaire de chaque groupe de travail avant l'été, grâce aux économies générées par les réunions en ligne. Le Bureau a également convenu de tenir des consultations informelles en ligne supplémentaires entre ses réunions.

Le Comité prend note avec satisfaction des progrès accomplis dans la mise en œuvre de son mandat 2020-2021. Il approuve le plan de travail modifié pour 2021 et prend note du calendrier provisoire révisé des réunions.

Démocratie et technologie

Le Comité assiste à une présentation orale de M. Almir Šahović, Président du Groupe de travail sur la démocratie et la technologie (GT-DT), sur l'avancement général des travaux et les résultats de la 4e réunion du GT-DT (document [GT-DT\(2021\)3](#)).

Le Comité reçoit un rapport oral de M. Peter Andre, Rapporteur sur la démocratie et la technologie, sur les travaux du Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI) et de ses groupes de travail (document [CDDG\(2021\)3](#)), auxquels il a participé en tant que représentant du CDDG. Il rappelle que le CAHAI a adopté au début de l'année l'étude sur la faisabilité de l'adoption d'un ensemble de normes juridiques sur l'intelligence artificielle. Il est important pour le CDDG de garder le sujet à l'étude afin de combler toute lacune importante dans son propre domaine de travail à l'avenir.

Le CDDG prend note des informations.

En ce qui concerne la **tâche i « Préparation d'une étude sur l'impact de la transformation numérique sur la démocratie et la bonne gouvernance »**, M. Šahović présente le projet final préparé par le GT-DT sur la base des contributions des membres, des auditions d'experts et de la contribution du Prof. Ines Mergel (Université de Konstanz). Le Secrétariat explique les dernières modifications qui ont été apportées suite à la 4e réunion du GT-DT. Les membres du GT-DT sont invités à vérifier l'exactitude des informations et à se pencher plus particulièrement sur les conclusions.

Au cours de la discussion, des propositions d'amendement sont faites et le Comité approuve l'étude sur le fond. Il convient qu'elle devra être soumise à l'approbation finale par procédure écrite afin de permettre aux membres de soumettre des amendements supplémentaires au plus tard le 25 avril 2021.

En ce qui concerne la **tâche ii « Elaboration de normes sur les nouvelles technologies et les différentes étapes du processus électoral (y compris l'inscription des électeurs, la transmission et la tabulation des résultats, etc.) sous la forme d'une recommandation ou de lignes directrices du Comité des Ministres »**, le Comité tient un échange de vues avec M. José Luis Vargas Valdez, juge au Tribunal électoral fédéral, et membre de la Commission de Venise, suite à sa présentation de l'étude de la Commission sur les « [Principes pour un usage conforme aux droits fondamentaux des technologies numériques dans les processus électoraux](#) ». L'étude, adoptée par la Commission de Venise en décembre 2020, a conclu un travail de quatre ans et confirmé que les technologies numériques posent une série de défis dans le contexte des élections. Le résultat de ce travail est un ensemble de huit principes fondamentaux, qu'il reste à traduire en dispositions et exigences concrètes. Au cours de la discussion, les participants demandent des éclaircissements supplémentaires sur certains des principes.

En outre, le Président et le Secrétariat présente le travail en cours du CDDG sur la tâche ii, rappelant que le CDDG avait convenu de préparer un ensemble de lignes directrices, plutôt qu'un projet de recommandation. Pour préparer ce travail, un questionnaire a été envoyé aux membres du CDDG. La technicité du sujet a nécessité la tenue de consultations informelles avec les organes de gestion des élections (OGE) et l'implication de trois experts consultants assistant le GT-DT.

Mme Ardita Driza Maurer, Université de Zurich, Suisse, effectue une présentation sur les résultats du travail effectué jusqu'à présent, les réponses au questionnaire fourni par 24 pays (document [CDDG\(2021\)5](#)), la structure préliminaire des lignes directrices et leur champ d'application (et qui ne couvrirait pas la campagne électronique, le vote électronique et le comptage électronique, ces sujets étant traités par d'autres organes et/ou textes du Conseil de l'Europe), présentée dans le document [CDDG\(2021\)6](#).

M. Robert Krimmer, Université de Tartu, Estonie, fait remarquer que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les élections et par les OGE était souvent le résultat de leur promotion active par l'industrie, les entreprises de TIC devenant ainsi un nouvel acteur important dans le domaine. Cela pourrait conduire à une dilution des responsabilités et de l'obligation de rendre des comptes des organismes publics. Par conséquent, les OGE doivent rester maîtres de cette évolution en développant leur propre expertise, au lieu de s'appuyer sur le secteur des entreprises.

Mme Melanie Volkamer, de l'Institut de technologie de Karlsruhe, en Allemagne, souligne dans sa présentation l'importance de la sécurité et de la convivialité / des approches centrées sur l'utilisateur des technologies TIC en matière électorale, ainsi que la nécessité d'adopter des méthodologies adéquates lors de la préparation de l'introduction d'une nouvelle technologie, sur la base d'évaluations des risques et d'objectifs de sécurité.

Dans la discussion qui suit, les participants se font l'écho des défis et des questions soulevés par l'implication des grandes entreprises dans la gestion des élections (transparence, accès de la société civile à l'information, confiance du public). Les commentaires soulignent notamment la nécessité de réglementations et d'engagements clairs en ce qui concerne l'utilisation des TIC et l'implication des acteurs du secteur, ainsi que la nécessité d'évaluer les risques et les avantages du point de vue de l'intérêt général. Les participants demandent également des éclaircissements sur diverses questions telles que l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les élections, y compris par les médias sociaux. Le document en discussion est accueilli comme une bonne base de travail et le Comité convient d'examiner une version plus élaborée du document lors de sa 14e réunion, en vue de son approbation finale.

Responsabilité démocratique

En l'absence, pour des raisons médicales, de M. Paul-Henri Philips, Président du Groupe de travail sur la responsabilité (GT-RE), le Secrétariat informe le Comité de l'avancement des travaux du GT-RE lors de sa dernière réunion (document [GT-RE\(2021\)2](#)). Le Groupe de travail examine un premier projet de recommandation pour le Comité des Ministres sur la responsabilité des élus et des organes électifs aux niveaux local et régional (document [CDDG\(2021\)7](#) et [Addendum](#) compilant les réponses antérieures des délégations à un questionnaire). Une version révisée sera préparée et discutée lors de la réunion supplémentaire du groupe de travail en juin.

Le Comité entend une présentation de M. Jorge Valladares, expert en recherche et politiques publiques et intégrité politique, Transparency International (secrétariat international), dans laquelle il évoque ce qui devrait être considéré comme des éléments importants pour un cadre sur la responsabilité (par exemple, les liens entre les différentes parties prenantes et les acteurs indépendamment des élections, l'importance de la transparence également à la lumière des développements récents et des meilleures pratiques). L'accent mis par la recommandation sur le niveau local et régional risque de dissimuler l'importance et la nature éventuellement problématique des interactions avec le niveau central, étant donné la variété des contextes nationaux. M. Valladares suggère également des lignes directrices plus spécifiques sur des questions telles que l'importance des mécanismes de contrôle et d'équilibre avant le déclenchement de sanctions et de mesures correctives, ainsi que celle des infrastructures permettant d'impliquer les citoyens.

Au cours du débat sur le projet de recommandation, les participants commentent la nécessité d'examiner les différentes étapes du processus de responsabilité et la question de la confiance et de la responsabilité au sens large (au-delà du niveau local et régional), la crise de confiance actuelle entre les électeurs et les élus dans de nombreux pays, l'accessibilité et la compréhensibilité des informations mises à la disposition des parties prenantes, y compris les travaux préparatoires tels que les études d'impact (au moins dans les grandes collectivités), la pertinence de la mesure d'inéligibilité, la nécessité d'associer plus étroitement le Congrès au travail de rédaction. Le Comité convient d'examiner une version révisée du document lors de sa 14e réunion, en vue de son approbation finale.

4. Promouvoir la gouvernance démocratique par le partage d'expériences

Echange de vues avec M. Viacheslav Nehoda, vice-ministre du développement des communautés et des territoires, Ukraine

M. Viacheslav Nehoda donne une présentation sur les réalisations des réformes de décentralisation mises en œuvre dans son pays et les objectifs pour 2021-2024.

Avant 2014, l'Ukraine devait faire face aux conséquences d'une structure administrative et territoriale problématique, par exemple un trop grand nombre d'entités de taille et de capacité limitées, des autorités à l'autonomie restreinte, l'absence d'organes exécutifs au niveau des régions et des districts, une participation limitée des citoyens. Après l'adoption de diverses réformes, qui ont bénéficié au final d'un soutien populaire croissant dans les sondages d'opinion réalisés à intervalles réguliers par le Conseil de l'Europe, des améliorations ont été obtenues et les recettes budgétaires locales ont quadruplé entre 2014 et 2020.

En 2020, le nombre de collectivités locales en Ukraine était tombé à 1470 (11 520 avant la réforme). Les objectifs pour la période 2021-2024 comprennent la décentralisation financière, la création de centres de services administratifs dans chaque collectivité et l'introduction d'un système moderne de collecte de données statistiques. Dans l'ensemble, les réformes en Ukraine ont été considérées par beaucoup comme un exemple à suivre. M. Nehoda salue également la coopération avec le Conseil de l'Europe pour soutenir ces réformes. Lors des questions et réponses qui suivent, la numérisation des administrations locales, les critères appliqués pour le processus de fusion et la popularité des réformes sont discutés, entre autres sujets.

Echange de vues avec M. Frederic Vallier, Secrétaire général du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE)

Dans sa présentation, M. Frederic Vallier met l'accent sur les travaux du CCRE en matière de gouvernance démocratique dans le contexte de la COVID-19 et sur l'expérience de ses associations nationales.

En avril 2020, une task-force COVID-19 a été créée pour la mise en place d'une plateforme permettant aux membres du CCRE de discuter en continu de la gestion de la crise et de ses conséquences au niveau infra-national. Le site internet et des bulletins d'information du CCRE se sont avérés cruciaux pour soutenir les échanges d'expériences à travers l'Europe. La gestion de la crise a évolué dans le temps. Au début de la pandémie, les autorités centrales ont joué un rôle croissant (avec l'imposition de mesures étatiques pas toujours accompagnées par les financements nécessaires pour les organismes locaux) et au cours des derniers mois, la voie a été ouverte à une approche plus décentralisée dans plusieurs pays.

Dans ses travaux, le CCRE a confirmé l'importance de la gouvernance multi-niveaux, tout comme le Conseil de l'Europe et l'OCDE. L'UE en a même fait un critère - bien que pas une exigence stricte - pour l'octroi de l'aide européenne, mais elle se heurte à une résistance importante de la part d'Etats membres.

Au cours des discussions, les participants demandent des informations supplémentaires sur un éventuel *benchmarking* utilisé par le CCRE (par exemple sur la manière dont les fonds publics ont soutenu la relance) et si des variations avaient été observées dans la qualité de la gouvernance multi-niveaux en fonction du nombre de niveaux territoriaux. En conclusion, M. Valier rappelle l'importance du partenariat dans la gouvernance, y compris entre entités d'un même niveau territorial, pour la fourniture de services, la gestion des ressources, la mise en œuvre de campagnes de vaccination, etc.

Présentation des développements actuels ou des réformes en cours par les membres du CDDG

Au cours de la réunion, les délégations ont plusieurs occasions, dans le cadre du présent point et entre l'examen des autres, d'informer le Comité de développements ou réformes dans leurs pays respectifs. Les délégations de la Belgique, de la Finlande, de la Lettonie et du Royaume-Uni évoquent notamment : les projets du gouvernement visant à soutenir la reprise et la croissance économiques par des initiatives au niveau local et régional, les aspects de la réorganisation actuelle des services gouvernementaux, l'état d'avancement des réformes territoriales et la création de nouvelles divisions territoriales (Lettonie) ou de régions administratives comme troisième niveau territorial (Finlande), les tendances en matière de coopération entre les autorités publiques et l'organisation des élections dans le contexte actuel.

5. Introduction d'un cadre stratégique de 4 ans

M. Daniel Popescu, Chef du Service de la démocratie et de la gouvernance, et le Secrétariat du CDDG, informent les membres et participants des implications de la future approche quadriennale et des priorités stratégiques décrites par la Secrétaire Générale dans son document SG/Inf(2020)34. Ceci est particulièrement important pour la définition du mandat du CDDG pour la période 2022-2025, l'identification des résultats attendus et la fixation des priorités.

Le Secrétariat présente le document [CDDG\(2021\)8](#) qui contient un projet de mandat.

Les participants discutent ensuite de l'opportunité de fusionner certaines tâches (ce qu'une majorité rejette), et soulignent l'importance des activités sur le terrain et de l'élaboration d'une recommandation pour le Comité des Ministres basée sur les 12 Principes de la gouvernance démocratique, qui ferait également référence au niveau central, ainsi que d'une recommandation et des lignes directrices sur la gouvernance multi-niveaux, non limitées à la gestion des conséquences de la crise sanitaire.

Les participants s'accordent également sur l'importance de poursuivre les travaux relatifs à la gestion de la crise sanitaire et aux enseignements tirés dans ce contexte (y compris les mesures et les politiques de sortie de crise), à l'agenda vert et à l'« écologisation des administrations publiques » (y compris les implications pour la démocratie et la gouvernance de la poursuite d'un tel agenda), à l'agenda social, aux technologies de l'information et à l'intelligence artificielle.

Le Secrétariat fournit des explications et des éclaircissements supplémentaires concernant le point désormais standard dans tous les mandats des comités directeurs sur l'examen des progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODDNU), et la manière dont les contraintes liées aux ressources rendent difficile de se lancer dans des examens fréquents de la mise en œuvre de la Recommandation (2017)⁵ du Comité des Ministres sur le vote électronique.

6. Activités du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance

Le Comité entend une présentation de Mme Alina Tatarenko, Cheffe du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance, sur les activités de coopération du Centre concernant l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, l'Estonie, la Grèce, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque, la Serbie et l'Ukraine. Elle évoque également le Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELOGE), y compris les récentes décisions de la Plateforme d'acteurs européenne de renouveler et d'accorder de nouvelles accréditations ELOGE. Les participants prennent note des informations fournies et expriment leur appréciation pour le travail du Centre d'expertise.

7. Présidence du Comité des Ministres

En raison du manque de temps, ce point est reporté et le Président demande aux délégations allemande et hongroise de soumettre des documents écrits sur les activités de la présidence allemande (novembre 2020-mai 2021) et les priorités de la prochaine présidence hongroise (mai-novembre 2021), afin de les diffuser à tous les membres du CDDG après la réunion.

8. Activités du Comité des Ministres et d'autres organes du Conseil de l'Europe

Le Secrétariat présente une note sur les activités d'intérêt particulier pour le CDDG menées par d'autres organes du Conseil de l'Europe depuis la 12e réunion (document [CDDG\(2021\)9](#)). Le Comité prend note des informations contenues dans ce document.

Echange de vues avec l'Ambassadeur Mårten Ehnberg, Représentant permanent de la Suède, Président du Groupe de rapporteurs sur la démocratie (GR-DEM) du Comité des Ministres

L'Ambassadeur Ehnberg, qui préside le GR-DEM depuis 2020, apporte des informations générales sur le travail des groupes de rapporteurs (il y en a sept au total), et du GR-DEM en particulier. Il souligne que le Comité voit le GR-DEM comme un contributeur et un forum important pour discuter de sujets tels que les réformes administratives, y compris aux niveaux local et régional, et les questions liées à la gouvernance en général. En réponse aux questions de participants, l'ambassadeur Ehnberg souligne l'importance de maintenir la confiance dans les nouvelles technologies, les processus électoraux, le dialogue avec la société civile, et il fait référence à la valeur ajoutée des évaluations par les pairs aux niveaux national et local. Des liens importants existent entre l'agenda vert et la bonne gouvernance, par exemple en ce qui concerne la bonne pratique des évaluations d'impact environnemental et l'intégration systématique de la dimension environnementale dans l'élaboration des politiques publiques. A la suggestion des membres du CDDG, l'Ambassadeur Ehnberg exprime son intérêt et sa volonté de sensibiliser davantage le Comité des Ministres aux potentialités des 12 Principes de la gouvernance démocratique.

Présentation de Mme Sibel Arslan, Rapporteuse générale sur les pouvoirs locaux et régionaux, membre de la Commission des affaires sociales, de la santé et du développement durable de l'Assemblée parlementaire

Dans sa présentation, Mme Arslan fait le point sur le Prix de l'Europe et sur les événements prévus par la Commission des affaires sociales, de la santé et du développement durable pendant la partie de session de juin de l'Assemblée. Elle se félicite des possibilités de coopération avec le CDDG dans le cadre du Forum mondial de la démocratie. Le CDDG prend note des informations fournies.

Présentation de M. Andreas Kiefer, Secrétaire général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Dans sa présentation, M. Kiefer souligne la récente adoption d'un nouveau règlement par le Congrès dans sa nouvelle composition, ainsi que l'élection de son nouveau président et des nouveaux présidents et présidentes des chambres et des commissions.

Lors de sa 40e session en mars 2021, le Congrès a adopté une série de cinq priorités pour les années 2021-2026. M. Kiefer fait le point sur l'état d'avancement des évaluations par pays et sur le suivi des élections effectué par le Congrès, principalement à distance. Il commente également le travail du GT-RE et du GT-DT. Il souligne que le CDDG devrait adopter une approche large en matière de responsabilité (en regardant au-delà du niveau régional et local) et que de nombreux rapports du Congrès relatifs à l'intégrité (manuel, boîtes à outils) pourraient donner une inspiration supplémentaire et mériteraient d'être traduits par les Etats membres. Il se félicite des interactions et de la complémentarité entre le CDDG et le Congrès et fait part de la disponibilité du nouveau président, M. Leendert Verbeek, pour un échange de vues plus tard dans l'année avec le comité.

Au cours de la discussion qui suit, la nécessité de poursuivre une coopération étroite et l'implication continue du Congrès dans les travaux du CDDG sont soulignées. Le CDDG prend note des informations fournies sur les activités du Congrès.

Forum mondial pour la démocratie (FMD)

Mme Mary Ann Hennessey, Cheffe de la Division de l'innovation démocratique, fait le point sur l'état d'avancement de l'édition de cette année (la neuvième) du FMD. Elle montre un vidéoclip promotionnel pour le sujet du 5e mois de la campagne « Action environnementale au niveau local ». Mme Hennessey et le Secrétariat font référence aux informations de base supplémentaires et aux contributions possibles du CDDG au FMD décrites dans le document [CDDG\(2021\)10](#), sous la forme de webinaires sur « le concept des villes de 15 minutes » (avril 2021), « les partenariats public-privé pour des solutions de villes vertes » (juillet 2021) et « les administrations publiques vertes » (septembre 2021).

M. Niall Sheerin du Secrétariat de la Division de la gouvernance démocratique donne de plus amples informations sur le webinaire d'avril.

Le CDDG approuve ensuite les propositions de contribution du CDDG à la campagne de 12 mois du FMD par le biais de courts webinaires et prend note de l'appel lancé aux membres du CDDG pour qu'ils apportent leur contribution à ces événements.

Conférence des organisations internationales non gouvernementales (COING)

M. Gerhard Ermischer, Vice-Président de la Conférence, présente les développements récents concernant la COING. La Conférence est en cours de réforme, avec l'adoption de nouvelles règles et la préparation d'une nouvelle stratégie et d'un nouveau programme d'activités. M. Ermischer fait le point sur les interactions entre la COING et le CDDG, qu'il apprécie très positivement. Il évoque également les défis émergents pour la société civile, notamment l'impact des nouvelles restrictions légales sur les activités des ONG dans certains États membres, ainsi que les inquiétudes de nombreuses ONG quant à l'augmentation des réactions contre la Convention d'Istanbul dans un contexte de crise sanitaire qui touche particulièrement les femmes. M. Ermischer demande le soutien du Comité pour contrer ces tendances.

Le Comité prend note des informations fournies.

Activités récentes d'autres organes du Conseil de l'Europe

Le Secrétariat fournit au CDDG une mise à jour sur les principaux événements et activités pertinents pour le travail du CDDG, qui ont eu lieu depuis la dernière réunion du CDDG, et qui sont résumés dans le document [CDDG\(2021\)9](#). L'attention du Comité est attirée en particulier sur le fait que le Comité des Ministres n'a pas encore pris de décision sur les suites éventuelles à donner aux deux recommandations de l'Assemblée parlementaire pour lesquelles le CDDG avait été invité par le Comité à fournir des éléments de réponse (en annexe du document).

Le CDDG prend note des informations contenues dans le mémorandum du Secrétariat.

9. Intégration de la dimension de genre dans les travaux du CDDG

Faute de temps, l'examen de ce point est reporté et le Comité convient que les lignes directrices sur l'intégration de la dimension de genre dans les travaux du CDDG (document [CDDG\(2021\)11](#)) seraient approuvées par procédure écrite.

10. Questions diverses

Aucune.

11. Adoption du rapport abrégé de la réunion

Le Comité examine et adopte le projet de rapport abrégé. Les membres du CDDG recevront dans les jours suivants la version complète du rapport de réunion.

Le Président remercie les participants, le Secrétariat et les interprètes et clôt la réunion.

ANNEXE I**LISTE DES PARTICIPANTS****MEMBERS / MEMBRES****CHAIR / PRESIDENT**

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance, Helsinki

ALBANIA / ALBANIE

Ms Albana KOÇIU, Director of the Department of Public Administration

Ms Arvena DEDA

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Senior Expert for Legal Affairs, Wien, Austria,

Mag. Stefan GÖLLER, Legal expert, Office of the Vienna Provincial Government, Department for European Affairs, Wien

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Mr Seymur NAGHIYEV, Chief Advisor, Ministry of Justice, Centre for Work with Municipalities, Baku

BELGIUM / BELGIQUE

Mr Edwin LEFEBRE, Deputy Director, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs, Brussels, Belgium

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Ambassador Almir ŠAHOVIĆ, Assistant Minister for Multilateral Affairs, Ministry of Foreign Affairs of Bosnia and Herzegovina, SARAJEVO

BULGARIA / BULGARIE

Apologised for absence/Excusé

CYPRUS / CHYPRE

Mr Antonis ECONOMIDES, Head of Local Government Directorate, Ministry of the Interior, NICOSIA

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Petr FEJTEK, Senior Administrative Advisor, Department for Strategic Development and Coordination of Public Administration, Ministry of Interior of the Czech Republic, Praha

CROATIA / CROATIE

Ms Željka VRANKOVEČKI CELEGIN, Head of Service for the Modernization of Business Processes

DENMARK / DANEMARK

Mr Mads HOLT, Administrative Officer, Department of Public Administrative Law, Ministry of Social Affairs and the Interior, COPENHAGEN

ESTONIA / ESTONIE

Ms Ave VIKS, Adviser, Regional Administration Policy Department, Ministry of Finance

FRANCE

Ms Mathilde CISOWSKI, Chargée d'études juridiques, Direction générale des collectivités locales, Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, PARIS

GEORGIA / GEORGIE

Mr Giorgi DIDIDZE, Head of Department of Regional and Mountainous Areas Development, Ministry of Regional Development and Infrastructure, TBILISI

Mr David KALATOZISHVILI, Deputy Head of European Integration Department

GERMANY / ALLEMAGNE

Ms Kristina SCHADE, Federal Ministry of the Interior, BERLIN

Ms Ruth GRUNE, Federal Ministry of the Interior, BERLIN

Ms Anna WASENBERG, Representative of the German Länder, Ministry of the Interior and for Sport Rheinland-Pfalz, MAINZ

GREECE / GRECE

Mr Georgios CHRYSAFIS, Directorate of Organising and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior, Athens

Ms Eleni KALLINIKOU, Head of the Bureau of the Permanent General Secretary & Expert within the independent department of International and European relations, Ministry of Interior of the Hellenic Republic, Athens

Mr Athanasios ATHANASIADIS, Civil servant, Directorate of Organising and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior, Athens

HUNGARY / HONGRIE

Mr David KOJSZA, Government Officer for International Relations, Prime Minister's Office, Cabinet of the State Secretariat for Public Service, Budapest

ICELAND / ISLANDE

Ms Stefaanía TRAUSTADÓTTIR, Senior Advisor, Local Government, Department of Local Government and Regional Policy, Ministry of Transport and Local Government, REYKJAVÍK

ITALY / ITALIE

Mr Francesco GIUSTINO, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Ufficio Attività Internazionali, ROMA

LATVIA / LETTONIE

Ms Agnese PABERZA DRAUDINA, senior expert, Local Governments Department, Local Governments Supervision Division, Ministry of Environmental Protection and Regional Development, RIGA

LITHUANIA / LITUANIE

Mr Paulius SKARDŽIUS, Senior Adviser, Public Administration and Self-Government Policy Group, Ministry of the Interior, VILNIUS

LUXEMBOURG

M. Pol HENROTTE, Conseiller de Gouvernement, adjoint, Ministère de l'Intérieur, Direction de la sécurité civile

M. Carlo GAMBUCCI, Directeur du SIGI

M. Gautier LETHEURE, Stagiaire

MALTA / MALTE

Mr Natalino ATTARD, Director General (Local Government), Local Government Division, Ministry for Justice, Culture and Local Government, VALLETTA

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Adrian ERMURACHI, Deputy Secretary General of the Government, CHISINAU

Ms Daniela SORAHMETOV

MONTENEGRO

Ms Zorana POPOVIC, Senior Adviser, Directorate for Local Self-Government, Ministry of Public Administration, PODGORICA

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Jan Willem KOOISTRA, Deputy Head Section Democracy, Democracy and Citizenship Department, Ministry of the Interior and Kingdom Relations

NORWAY / NORVEGE

Ms Nina Britt BERGE, Senior Adviser, Department for Local Government, Ministry of Local Government and Modernisation, OSLO

POLAND / POLOGNE

Ms Magda SADLAK, National Institute of Local Government

PORTUGAL

Mr Andra NIKOLIC, Head of Department, General Directorate for Local Authorities, LISBOA

Ms Tânia MOURATO, Department Director, Directorate-General for Local Administration (DGAL)

Mr Marco AMARAL, Head of Division, Directorate-General for Local Administration (DGAL)

ROMANIA / ROUMANIE

Mr Mihai Adrian GROȘAN, Head of Department, Ministry of Public Works, Development and Administration, Directorate General of Public Administration, Romanian Government, BUCHAREST, Romania

Ms Catana PARASCHIVA, Senior Counsellor, Open Government Service, General Secretariat of Government

SAN MARINO / SAINT-MARIN

Ms Carlotta ANTONELLI, National Expert

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Ms Nad'a KURILOVÁ, Director, Local State Administration, Self-Government and Foreign Relations Department, Public Administration Section, Ministry of Interior of the Slovak Republic

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Jurij MEZEK, Senior Advisor, Ministry of Public Administration, Local Self-Government Service, LJUBLJANA

Ms Helena KAVČIČ, Senior Advisor, Ministry of Public Administration, Local Self-Government Service, LJUBLJANA

SPAIN / ESPAGNE

Ms Ana Cristina LÓPEZ LÓPEZ, Subdirectora General Adjunta de Relaciones Europeas e Internacionales, Secretaría General de Coordinación Territorial, Secretaría de Estado de Política Territorial y Función Pública, MADRID

SWEDEN / SUEDE

Ms Saskia BODIN, Desk Officer, Department for Public Administration, Local Government Division, Ministry of Finance

Mr Lars KARLANDER, Desk Officer, Local Government Unit, Ministry of Finance

Ms Lina LUNDGREN, Legal advisor, Department for Public Administration, Division for local government, financial and legislative matters, Ministry of Finance

SWITZERLAND / SUISSE

Mr Bertrand BISE, Chef suppléant de l'unité Projets législatifs I, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Domaine de direction Droit public, BERNE

Mr Beat KUONI, Chancellerie Fédérale

Mr Oliver SPYCHER, Chancellerie Fédérale

TURKEY / TURQUIE

Mr Sertac SEZGIN, Controller of Municipalities, General Directorate of Provincial Administrations, Ministry of Interior

Mr Ege ERENEL

UKRAINE

Mr Viacheslav NEHODA, Deputy Minister for Communities and Territories Development

Ms Olha KAVUN, First Secretary, Permanent Representation of Ukraine to the Council of Europe

Mr Ruslan POPIUK, Acting Head of the Expert Group for Interaction with the Council of Europe Institutions of the Directorate for the Development of Local Self-Government, Territorial Organization of Power and Administrative-Territorial Structure, Ministry for Communities and Territories Development of Ukraine

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

Ms Siobhan SMYTH, Senior Policy Adviser, Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

Ms Gurpal CHEEMA, Policy Adviser, Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

PARTICIPANTS**COMMITTEE OF MINISTERS / COMITE DES MINISTRES**

Ambassador Mårten EHNBERG, Permanent Representative of Sweden, Chair of the Committee of Ministers' Rapporteur Group on Democracy (GR-DEM)

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Ms Sibel ARSLAN, General Rapporteur on local and regional authorities, member of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development

Ms Yulia PERERVA, Secretary of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development

CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Andreas KIEFER, Secretary General / Secrétaire Général

Mr Roman CHLAPAK, Secretary of the Governance Committee / Secrétaire de la Commission de la Gouvernance

Mr Adam DRNOVSKY, Co-Secretary of the Governance Committee / Co-Secrétaire de la Commission de la gouvernance

Ms Stéphanie POIREL, Secretary of the Monitoring Committee and Observation of local and regional elections

CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES OING DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Gerhard ERMISCHER, CIVILSCAPE, Representative of the INGOs Conference to the CDDG, ASCHAFFENBURG, Germany

VENICE COMMISSION / COMMISSION DE VENISE

Mr José Luis VARGAS VALDEZ, Judge at the Federal Electoral Tribunal, Mexico

Mr Alberto GUEVARA CASTRO

Mr Michael JANSSEN, Secretariat of the Venice Commission

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**EUROPEAN UNION TO THE COUNCIL OF EUROPE / UNION EUROPEENNE AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Efthymios TZIOKAS, Political & Legal Affairs

Mr Cedric LOMBAERTS

Ms Vassia VOZIKI

HOLY SEE / SAINT-SIEGE

Mr Thierry RAMBAUD, professeur des Universités et avocat à la Cour, expert pour le Saint-Siège auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg

BENELUX UNION/UNION BENELUX

Mr Hans MOOREN, Team Interne Market and Economie, Brussels

OBSERVERS / OBSERVATEURS**COUNCIL OF EUROPEAN MUNICIPALITIES AND REGIONS (CEMR) / CONSEIL DES COMMUNES ET REGIONS D'EUROPE (CCRE)**

Mr Frédéric VALLIER, Secretary General

Ms Carol THOMAS, Advisor, Governance and Institutional Relations

M. Martin REVAULT, Attaché to the Secretary General

CONSULTANTS EXPERTS / EXPERTS CONSULTANTS

Ms Ardita DRIZA MAURER, Juriste, LLM, Consultante indépendante, Droits politiques et nouvelles technologies de vote, Suisse

Mr Robert KRIMMER, ERA-Chair Full Professorship of e-Governance, Skytte Institute, University of Tartu, Estonia

Ms Melanie VOLKAMER, Karlsruhe Institute of Technology, Germany

Mr Jorge VALLADARES, Research and Policy Expert, Political Integrity, Transparency International (international secretariat)

SECRETARIAT**Secretariat of the CDDG / Secrétariat du CDDG**

Ms Sonia SIRTORI, Head of the Democratic Governance Division / Cheffe de la Division de la gouvernance démocratique – Secretary of the CDDG / Secrétaire du CDDG - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Christophe SPECKBACKER, Administrator / Administrateur – Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Ms Judith ORLAND, Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique – Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mme Isabelle ETTER - Assistant / Assistante

Mr Adrian WATERS – Trainee / Stagiaire

Other Secretariat participating in the meeting /Autre Secrétariat participant à la réunion

Ms Claudia LUCIANI, Director of Human Dignity, Equality and Governance / Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance / Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Daniel POPESCU, Head of Democracy and Governance Department / Chef du Service de la démocratie et de la gouvernance – Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Ms Alina TATARENKO – Head of the Centre of Expertise for Good Governance / Cheffe du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance - Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Markus ADELSBACH, Head of the Elections and Civil Society Division / Chef de la Division des élections et de la société civile / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Ms Mary Ann HENNESSEY, Head of the Democratic Innovation Division / Cheffe de la Division de l'innovation démocratique, Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Niall SHEERIN, Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Interpreters / Interprètes

Ms Isabelle MARCHINI
Ms Sylvie BOUX

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

- 1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour** [CDDG(2021)OJ1]

- 2. Information sur les activités et développements récents**
 - Déclaration par le Président
 - Rapport de la réunion du Bureau [CDDG-Bu(2021)10]
 - Echange de vues avec Mme Claudia Luciani, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance
 - Information par le Secrétariat

- 3. Etat de mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat pour 2020-2021**
 - Etat d'avancement des travaux [CDDG(2021)1]
 - Révision du plan de travail [CDDG(2021)2]

- 3.1 Démocratie et technologie**
 - Rapport de la 4e réunion du groupe de travail sur la démocratie et la technologie [GT-DT(2021)3]
 - Rapport par M. Peter Andre, Rapporteur du CDDG, sur les développements au CAHAI [CDDG(2021)3]

- 3.1.1 Tâche spécifique i : Impact de la transformation numérique sur la démocratie et la bonne gouvernance**
 - Approbation de l'étude [CDDG(2021)4]

- 3.1.2 Tâche spécifique ii : Elaboration de normes sur les nouvelles technologies et les différentes étapes du processus électoral (y compris l'inscription des électeurs, la transmission et la tabulation des résultats, etc.) sous la forme d'une recommandation ou de lignes directrices**
 - Examen de l'analyse des réponses au questionnaire [CDDG(2021)5]
 - Examen de l'avant-projet de lignes directrices [CDDG(2021)6]
 - Echange de vues avec la participation de
 - Mme Ardita Driza Maurer, Université de Zurich, Zentrum für Demokratie Aarau, Gimel, Suisse
 - M. Robert Krimmer, Président d'ERA, Professeur titulaire de gouvernance électronique, Skytte Institute, Université de Tartu, Estonie
 - Mme Melanie Volkamer, Institut de technologie de Karlsruhe, Allemagne
 - Echange de vues avec la Commission de Venise : Présentation des [Principes pour un usage conforme aux droits fondamentaux des technologies numériques dans les processus électoraux](#), par M. José Luis Vargas Valdez, Juge au Tribunal électoral fédéral, Mexique

3.2 Tâche spécifique iii : Responsabilité démocratique

- Rapport de la 3^e réunion du groupe de travail sur la responsabilité [GT-RE(2021)2]
- Examen d'un avant-projet de recommandation pour le Comité des Ministres sur la responsabilité démocratique des représentants élus et des organes électifs aux niveaux local et régional [CDDG(2021)7 + Addendum]
- Présentation par M. Jorge Valladares, Expert en recherche et politique, Intégrité politique, Transparency International (secrétariat international)

4. Promouvoir la gouvernance démocratique par le partage des expériences

- Echange de vues avec M. Viacheslav Nehoda, Ministre adjoint du développement des communautés et des territoires, Ukraine
- Echange de vues avec M. Frédéric Vallier, Secrétaire général du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE)
- Présentation des développements d'actualité ou réformes en cours par des membres du CDDG

5. Introduction d'un cadre stratégique quadriennal

- Echange de vues sur les implications et les priorités éventuelles du CDDG pour 2022-2025 [CDDG(2021)8]
[SG/Inf(2020)34]

6. Activités du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance

- Présentation par Mme Alina Tatarenko, Cheffe du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance
- Mise à jour concernant le Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELoGE) [DG-SP(2021)3]

7. Présidence du Comité des Ministres

- Activités de la Présidence de l'Allemagne (novembre 2020-mai 2021) [Evénements](#)
- Priorités de la Présidence de la Hongrie (mai-novembre 2021)

8. Activités du Comité des Ministres et d'autres instances du Conseil de l'Europe

- Echange de vues avec l'Ambassadeur Mårten Ehnberg, Représentant Permanent de la Suède, Président du Groupe de rapporteurs sur la démocratie du Comité des Ministres (GR-DEM)
- Assemblée parlementaire : présentation par Mme Sibel Arslan, Rapporteuse générale sur les autorités locales et régionales, membre de la commission des affaires sociales, de la santé et du développement durable
- Congrès des pouvoirs locaux et régionaux : présentation par M. Andreas Kiefer, Secrétaire Général du Congrès
- Forum mondial de la démocratie (FMD) [CDDG(2021)10]
- Conférence des OING : présentation par M. Gerhard Ermischer, Civilscape
- Activités du Comité des Ministres et d'autres instances du Conseil de l'Europe [CDDG(2021)9]

**9. Approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes
(*gender mainstreaming*) dans les travaux du CDDG**

- Présentations par les rapporteurs du CDDG sur l'égalité entre les femmes et les hommes
- Approbation de lignes directrices sur l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les travaux du CDDG *[CDDG(2021)11]*

10. Questions diverses

- 11. Adoption du rapport abrégé de la réunion** *[CDDG(2021)12]*